

Zimbabwe/Politique

L'opposant Evan Mawarire libéré sous caution

AFP
Harare/Zimbabwe

LE tribunal d'Harare a ordonné hier la libération sous caution du pasteur Evan Mawarire, accusé notamment de tentative de sabotage du gouvernement zimbabwéen et arrêté début février après un exil de six mois à l'étranger.

"J'ordonne que le requérant soit libéré contre une caution de 300 dollars (environ 190 000 francs)", a déclaré le juge Clement Phiri demandant que M. Mawarire rende son passeport et se présente deux fois par semaine à la police.

Au cours de l'audience, le procureur Edmore Nyazamba a dépeint le pasteur comme un "terroriste reconnu", enclin à s'échapper en cas de libération sous caution. Mais le juge a rejeté cet argument, qualifiant de "fai-



Photo : AFP

Contre le paiement d'une caution de 300 dollars, le pasteur et opposant Evan Mawarire a recouvré la liberté hier. Il comparaitra devant la justice le 17 février.

bles" les arguments du parquet.

Le pasteur Mawarire est l'un des chefs de file de la

contestation anti-Mugabe au Zimbabwe. Alors inconnu du grand public, il avait lancé l'an dernier

une vaste campagne de protestation baptisée #ThisFlag (#CeDrapeau) contre le chef de l'Etat

zimbabwéen qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1980.

Dans une vidéo devenue rapidement virale sur Internet, il était apparu avec le drapeau zimbabwéen porté en écharpe pour dénoncer la corruption du régime et les conditions de vie difficiles de la population.

Son action avait initié une large vague de grèves et de manifestations dans le pays, un mouvement qui s'est peu à peu éteint face à la brutale répression du régime.

Parti en exil en juillet, en Afrique du Sud puis aux Etats-Unis pour "chercher des soutiens", il est rentré le 1er février au Zimbabwe, où il a été immédiatement interpellé. Accusé d'incitation à la violence et de tentative de sabotage du gouvernement, il était depuis en détention.

Il doit comparaître devant la justice le 17 février prochain.

Mali/Rapt

Une religieuse colombienne enlevée par des hommes armés

AFP
Bamako/Mali

Gloria Cecilia Narvaez Argoti appartient aux franciscaines de l'Immaculée conception et a été kidnappée dans la paroisse de Karangasso.

UNE religieuse colombienne, Gloria Cecilia Narvaez Argoti, a été enlevée dans la nuit de mardi à hier dans le sud du Mali par des hommes armés, a-t-on appris de source de sécurité malienne, auprès d'un élu local et de son entourage.

La Colombienne a été "enlevée mardi dans la nuit dans le sud du Mali, près de Koutiala, par des hommes armés", a affirmé à l'AFP une source de sécurité malienne.

La localité de Koutiala est située à 400 km à l'est de la capitale Bamako. La religieuse enlevée s'appelle Gloria Cecilia Narvaez Argoti, ont indiqué hier les autorités colombiennes.

"L'armée malienne a engagé une poursuite" contre les ravisseurs, a ajouté la même source de sécurité malienne.

L'information sur le rapt avait été annoncée par un élu de Koutiala. La religieuse a été enlevée par

des hommes armés qui sont partis avec elle dans un véhicule de la congrégation religieuse pour laquelle elle travaillait, a indiqué cet élu local.

La Colombienne enlevée, dont l'âge n'a pas été révélé, est "une religieuse franciscaine", a précisé un travailleur de l'église de Koutiala à laquelle elle appartient, joint au téléphone par l'AFP.

"Elles sont quatre (religieuses franciscaines) à Karangasso", un village situé à une quarantaine de km de Koutiala qui abrite une église. "C'est elle seule qui a été enlevée par des hommes armés", a ajouté cet em-

ployé.

La religieuse appartient aux franciscaines de l'Immaculée conception et a été enlevée dans la paroisse de Karangasso mardi à 21H00 (22H00 au Gabon), a de son côté annoncé hier l'agence de presse des missions catholiques Fides.

Les évêques sont mobilisés "pour obtenir des informations", a déclaré le secrétaire général de la conférence épiscopale du Mali, Edmond Dembélé, cité par l'agence Fides, sans plus de détail.

Après le rapt, "les ravisseurs seraient repartis en direction du Burkina" Faso

voisin, a indiqué hier à l'AFP une source de sécurité burkinabè. L'enlèvement n'avait pas été revendiqué hier.

Il survient après le rapt par des hommes armés, le 24 décembre 2016, à Gao (nord), de la Française Sophie Pétronin qui était à la tête d'une association d'aide à l'enfance.

Le sud du Mali, où la Colombienne a été enlevée, a connu des attaques jihadistes, aux frontières avec la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, après celles survenues dans le nord et le centre du pays.

Centrafrique/Violences

Cinq morts à Bangui

AFP
Bangui/Centrafrique

UNE opération des forces de sécurité centrafricaines appuyées par la police de l'Onu contre un "chef de groupe d'auto-défense" a fait cinq morts mardi à Bangui dans le quartier du PK-5, épice de violences intercommunautaires dans la capitale centrafricaine, a indiqué hier la force de l'Onu en Centrafrique.

« Une opération a eu lieu mardi après-midi au PK-5

dans le 3e arrondissement. Au cours de cette opération, Youssouf Malinga alias "Big Man" et ses hommes ont ouvert le feu sur les forces de sécurité intérieures tuant deux passants : un homme et une femme et causant des blessés », a déclaré lors d'une conférence de presse le porte-parole de la force de l'ONU (Minusca), Vladimir Monteiro.

"La riposte des forces de sécurité intérieures, a entraîné la mort de Youssouf Malinga et d'un de ses hommes. Au cours de cet incident, trois gendarmes centrafricains ont également été blessés", a-t-il

ajouté.

Un pasteur d'une église apostolique basée au PK-5 a été poignardé mortellement par les hommes de Big Man dans les représailles qui ont suivi sa mort. "Il est regrettable, a déploré M. Monteiro, que des populations civiles aient été victimes des tirs indiscriminés des criminels".

"Youssouf Malinga et ses hommes, a poursuivi le porte-parole, faisaient régner depuis un certain temps, un climat de terreur et étaient responsables de la hausse des activités criminelles dans le 3e arrondissement".

"La Minusca appelle les populations à garder le calme et à éviter tout acte susceptible d'exacerber les tensions intercommunautaires".

Le 3 février, le président Faustin-Archange Touadéra avait averti qu'un plan "visant à réduire les malfructeurs était en cours". Big Man avait pris la place d'un autre chef, tué l'an dernier dans une rixe entre groupes armés rivaux du PK-5.

La Centrafrique, un des pays les plus pauvres au monde, peine à se relever du conflit provoqué en 2013 par le renversement

de l'ex-président François Bozizé par la rébellion Séléka, à dominante musulmane. La contre-offensive des anti-balaka majoritairement chrétiens a provoqué des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés.

L'intervention de la France et des Nations unies a ensuite permis la fin des massacres de masse, l'élection d'un nouveau président et le retour d'un calme relatif dans Bangui. Mais des groupes armés maintiennent une insécurité permanente dans plusieurs régions du pays.

L'Afrique en bref

• **Burkina-Faso/Politique.** Le président Kaboré cible des critiques de l'opposition

L'opposition burkinabè a critiqué mardi le pouvoir du président Roch Marc Christian Kaboré, jugeant sa gestion "chaotique" pendant sa première année au pouvoir.

• **Côte d'Ivoire/Mutinerie.** La condamnation du gouvernement

Le gouvernement ivoirien a condamné, hier la mutinerie des militaires des Forces spéciales basés à Adiaké (90 km à l'est d'Abidjan), où un calme "très précaire" était revenu, mais a assuré avoir "entamé les discussions" avec les mutins.

• **Gambie/Constitution.** Révision en vue

Le nouveau ministre gambien de la Justice Abubaccarr Tambadou a annoncé vouloir entamer une révision de la Constitution en vigueur sous l'ex-président Yahya Jammeh pour en éliminer notamment les lois restrictives sur les médias.

• **Somalie/Présidentielle.** Victoire de l'ex-Premier ministre Mohamed Abdullahi Farmajo

L'ancien Premier ministre somalien Mohamed Abdullahi Farmajo a été élu président hier, à l'issue d'un vote des parlementaires placé sous haute sécurité, les autorités craignant une nouvelle attaque des islamistes radicaux shebab, a constaté un journaliste de l'AFP.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit.** Six employés de la Croix-Rouge tués

Six employés de la Croix-Rouge qui distribuaient de l'aide dans le nord enneigé de l'Afghanistan ont été tués, a annoncé hier l'organisation internationale, les autorités afghanes accusant le groupe Etat islamique. Deux autres employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui les accompagnaient dans la province instable de Jowzjan sont portés disparus.

• **Russie/Justice.** Navalny : cinq ans de prison avec sursis



L'opposant russe Alexei Navalny a été condamné hier à cinq ans de prison avec sursis pour détournement de fonds, dans un procès renvoyé en première instance par la Cour suprême. Il a annoncé qu'il ferait appel de cette décision devant les plus hautes instances et affirmé qu'il restait déterminé à se présenter à la présidentielle de 2018.